



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-neuvième session

Rome, 10-13 mars 2009

Comment sommes-nous préparés à la prochaine urgence?
(Point 14 de l'ordre du jour)

Contexte

Pour être efficace, la stratégie de prévention des invasions généralisées du criquet pèlerin doit reposer sur des contributions coordonnées et en temps opportun provenant de sources nationales, régionales et internationales, chacune d'entre elles dépendant de la rapidité d'accès aux ressources. La lutte préventive nécessite des capacités nationales de prospection et de lutte de type brigade anti-incendies, toujours prêtes à intervenir et en mesure de mobiliser rapidement des renforts nationaux, régionaux et internationaux. De plus de nouvelles technologies doivent être testées, adoptées, rendues disponibles et intégrées aux pratiques de travail.

Le programme EMPRES/Région centrale a fait réaliser en 2002 un examen rétrospectif des capacités d'intervention, afin de pouvoir mieux définir les priorités. Les experts chargés de cet examen ont expliqué que le système de prévention s'articulait en deux phases: tout au long des périodes de récession, les pays de l'aire de récession doivent maintenir des capacités suffisantes pour localiser les populations de Criquet pèlerin, lutter contre celles-ci et, au cours des premiers stades d'une recrudescence, s'appuyant sur les avertissements donnés par le Service d'information sur le criquet pèlerin de la FAO (DLIS), solliciter et mobiliser des renforts régionaux et internationaux pour les campagnes de plus grande ampleur qui sont engagées à un stade ultérieur de la recrudescence.

Les experts

- ont établi que, depuis longtemps, l'état de préparation était limité par des insuffisances interdépendantes sur les plans financier, technique et organisationnel aux niveaux national, régional et international;
- ont confirmé que l'insuffisance de fonds est un éternel problème pour de nombreuses organisations de surveillance et de lutte antiacridienne, et que les financements et, partant, les compétences diminuent une fois la crise majeure terminée;
- ont conclu que l'état de préparation était compromis par les délais importants entre le lancement des appels, la mise à disposition des financements extérieurs et la livraison des ressources;

- ont souligné que les technologies antiacridiennes évoluaient pendant et peu après chaque invasion généralisée mais que les fonds requis pour rééquiper et former les équipes n'arrivaient qu'après le début de la crise suivante;
- ont laissé entendre que, depuis l'introduction de la lutte préventive contre les invasions généralisées, sous l'effet conjugué de crises plus courtes et d'une mauvaise mémoire institutionnelle, les financements ont eu tendance à se détourner de la lutte antiacridienne.

La dégradation rapide de la situation relative au criquet pèlerin dans la région occidentale en 2003 et 2004, a été expliquée par un manque de préparation et des mécanismes de réponse inadaptés pour faire face à la recrudescence. L'évaluation indépendante de la campagne de 2003/2005 menée en 2006 a révélé que les interventions contre la menace acridienne avaient été entravées par plusieurs obstacles: matériel obsolète, stocks de pesticides insuffisants, absence de plans de gestion des risques et connaissances et capacités trop limitées pour faire face à la menace. Les pays touchés ont mis du temps à prendre la mesure de l'ampleur de la crise et la communauté des donateurs a été trop lente à apporter le soutien nécessaire pour lutter contre les criquets pèlerins durant les phases initiales de la recrudescence. Pour résumer, les interventions avaient un temps de retard sur les attaques acridiennes. Les mécanismes anciens mis en place pour combler ces lacunes n'ont pas été à la mesure des attentes.

En conclusion, les messages ressortant des récentes évaluations peuvent être résumés comme suit:

- Nécessité de simplifier les processus de réponse rapide de la FAO et d'élaborer et mettre en œuvre un cycle d'intervention d'urgence à l'échelle du système;
- Nécessité de mettre au point, au sein de l'Organisation, des outils adaptés;
- Nécessité d'un système d'avance de fonds permettant de réagir rapidement, de prendre des mesures préventives ou d'améliorer l'état de préparation;
- Nécessité d'élargir les partenariats.

La voie à suivre

On entend par « préparation aux situations d'urgence » les mesures adoptées en prévision des crises afin de favoriser une réponse précoce, efficace et adaptée face aux menaces, l'objectif étant que:

- les systèmes d'alerte précoce fournissent des informations et des analyses pertinentes et actualisées permettant une prise de décision efficace,
- les gouvernements et les partenaires soient mieux préparés lorsque surviennent des crises alimentaires et agricoles,
- les gouvernements et les partenaires concernés soient en mesure de prévenir les menaces et les crises ayant des répercussions sur l'alimentation et l'agriculture, d'en limiter les effets et d'y faire face.

Depuis son lancement en 1997, la composante criquet pèlerin du programme EMPRES est notamment axée, dans le cadre de la stratégie de lutte préventive contre le criquet pèlerin, sur la préparation aux situations d'urgence. En développant des stratégies de lutte plus proactives, ce programme pourrait faire évoluer la gestion antiacridienne. L'impact de systèmes d'alerte précoce améliorés, le soutien aux structures nationales autonomes de lutte antiacridienne dans les pays de la ligne de front, les investissements continus dans la formation des ressources humaines et les plans de gestion des risques dans le cadre des initiatives de préparation ont eu des répercussions visibles sur les coûts, les superficies infestées et traitées et la rapidité de mobilisation de ressources supplémentaires.

Presque tous les pays concernés par EMPRES sont équipés d'outils de gestion des données acridiennes et écologiques perfectionnés (RAMSES¹) et jouent un rôle actif dans le système mondial d'alerte précoce, sous la houlette du Service d'information sur le criquet pèlerin.

¹ *Système de reconnaissance et de surveillance de l'environnement de Schistocerca (SIG de gestion des données et d'aide à la prise de décisions).*

Au cours des dernières années, des efforts ont été déployés, en particulier par les gouvernements des pays sahéliens, pour allouer des fonds d'urgence nationaux et des budgets annuels considérables aux entités autonomes de lutte antiacridienne afin de maintenir en place les capacités d'intervention précoce, y compris pendant les périodes de faible activité acridienne.

Il reste que l'état de préparation dépend fortement des tactiques adoptées. Les inventaires des ressources humaines et d'équipement dressés par les pays constituent un aspect important de la préparation mais ne reflètent pas nécessairement leur état opérationnel. L'élaboration de plans de gestion des risques, préconisée par EMPRES, permet de tenir compte de ces aspects dans le cadre d'ateliers régionaux et nationaux portant sur des éléments fondamentaux, notamment:

- des rappels sur les précédentes infestations, les tailles et les phases caractéristiques des campagnes;
- le suivi permanent de l'évolution de la situation acridienne et des conditions écologiques;
- la connaissance du rythme d'activité des équipes permanentes, du matériel de pulvérisation et des pesticides pour traiter efficacement une superficie infestée minimale;
- des ressources humaines de réserve formées en permanence et des équipements bien entretenus;
- l'amélioration des systèmes de commandement et de communication;
- la planification de la mobilisation et de l'action;
- et, si les réserves nationales et régionales sont insuffisantes, des mécanismes permettant de décider quand et comment faire appel à des renforts internationaux.

Depuis 2003, de nouveaux partenariats ont été créés pour les interventions d'urgence avec le PAM (Programme alimentaire mondial), le CERF (Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies) et des pays touchés par le criquet pèlerin; ils portent sur divers aspects du soutien logistique tels que le transport rapide des fournitures, la livraison aux structures d'entreposage, l'achat et la location, l'évaluation et la cartographie de la vulnérabilité, la réhabilitation, l'accès à des financements plus rapides pour agir dans les situations d'urgence humanitaire, la triangulation des pesticides et le développement d'une solidarité régionale parmi les pays touchés.

Conclusion

Les pays ont déployé des efforts considérables, à de nombreux égards, pour renforcer et maintenir leurs capacités de lutte; ils jouent un rôle fondamental dans le système mondial d'alerte rapide de la FAO. Cette dernière reconnaît les contributions essentielles des pays, qui fournissent des informations de terrain régulières et de qualité, condition *sine qua non* d'une bonne préparation et du succès de toutes les actions ultérieures. La FAO investit en permanence pour l'amélioration des technologies de suivi du criquet pèlerin et des prévisions. Elle attache en outre une grande importance au renforcement des capacités nationales de prospection et de signalisation et appelle les pays à maintenir leurs réseaux nationaux d'information même en période d'activité acridienne réduite, et à continuer de fournir des rapports de qualité, en temps opportun et régulièrement, sans épargner leurs efforts.

L'insuffisance des fonds reste un problème crucial pour maintenir l'état de préparation et permettre la mobilisation précoce de ressources de lutte appropriées. Il a été difficile, par le passé, d'évaluer l'état de préparation et, à chaque recrudescence, les unités nationales de lutte antiacridienne ont besoin de fonds internationaux pour remplacer et reconstituer leur équipement.

Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies constitue le premier outil adapté à la mobilisation rapide de fonds. Cependant, ce soutien d'urgence est limité à trois mois et ne permet pas de faire face à une recrudescence de plus grande ampleur, à moins que d'autres donateurs n'apportent des fonds pendant cette période. La réaction rapide du Gouvernement japonais au début de la recrudescence de 2007 dans la Région centrale constitue certainement un exemple à suivre pour les prochaines recrudescences, et souligne la nécessité d'une approche programmatique souple reposant sur la participation de plusieurs donateurs.

L'accès rapide à des fonds d'urgence et la prestation de services dans les plus brefs délais constituent deux aspects d'un seul et même problème et ne se traduisent pas nécessairement par des débours rapides ou par le renforcement adéquat des capacités de lutte. Dès qu'un avis d'alerte est émis, il ne reste guère de temps pour livrer les intrants qui pourraient empêcher la recrudescence de se transformer en invasion généralisée. Une étude récente des capacités d'intervention d'urgence de la FAO a révélé qu'entre la planification des achats et la distribution du matériel aux bénéficiaires, il s'écoulait en moyenne de 139 à 149 jours, soit un délai suffisant pour la reproduction réussie d'une à deux générations de criquets mais trop long pour répondre efficacement à un ravageur dynamique se développant rapidement.

Bien que l'évaluation de la campagne 2003/2004 appelle à une délégation des responsabilités au plus bas niveau possible, il convient de noter que les capacités des bureaux sous-régionaux et des bureaux des représentants de la FAO dans de nombreux pays touchés sont encore loin d'avoir les équipements nécessaires pour soutenir une assistance d'urgence si nécessaire. La livraison est souvent freinée par des procédures administratives inadaptées, le manque d'informations sur le marché et la pénurie de personnel qualifié.

La simplification des procédures administratives de la FAO et le renforcement des capacités aux niveaux sous-régional et national ne suffiront peut-être pas à régler ces problèmes; il faudrait également tirer avantage de la collaboration interinstitutionnelle avec le PAM. Il conviendrait en outre de réfléchir à la possibilité d'établir des stocks de réserve stratégiques pour les urgences dans les Entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies à Brindisi, Accra et Doubaï, avec des équipements standard ayant une longue durée de vie et pouvant être distribués rapidement en cas de crise pour reconstituer les capacités nationales de lutte antiacridienne. Le soutien du Comité à cet égard serait le bienvenu.

Les donateurs ne sont pas toujours conscients de leur rôle dans la prévention des invasions généralisées et sont parfois plus enclins à offrir une aide d'urgence plus visible qu'à investir dans la prévention et la préparation. Consciente que l'attention des médias s'est peut-être détournée de la question et que les donateurs sont engagés dans d'autres situations d'urgence ou catastrophes naturelles telles que le changement climatique, la flambée des prix des denrées alimentaires, etc., la FAO appelle la communauté des donateurs à continuer d'apporter son aide aux crises humanitaires dues au criquet pèlerin, qui peuvent affecter d'importantes populations et nécessitent à ce titre des ressources supplémentaires pour le renforcement des capacités nationales et régionales de suivi, de préparation et d'intervention.